

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 4073 - Vendredi 25 Février 2022 - Prix : 200 Fc

VISITE D'ETAT DE MACKY SALL :

Le président sénégalais attendu ce samedi à Moroni



ENERGIE

**Un grand projet d'énergie
photovoltaïque de 9 Mwh pour bientôt**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

Prières aux heures officielles Du 21 au 26 Février 2022

Lever du soleil:

06h 08mn

Coucher du soleil:

18h 36mn

Fadjr : 04h 56mn

Dhouhr : 12h 26mn

Ansr : 15h 49mn

Maghrib: 18h 36mn

Incha: 19h 52mn



ENERGIE

Un grand projet d'énergie photovoltaïque de 9 Mwh pour bientôt

Un projet CSEA d'appui au secteur de l'énergie est en phase d'étude à Mohéli. Ce projet financé par la Banque mondiale, prévoit une production de 9 Mwh d'énergie renouvelable dont 5 Mwh à la Grande Comore, 3 Mwh à Anjouan et 1 Mwh à Mohéli.

Une équipe du bureau d'étude Biodev dirigée par un malgache séjourne à Mohéli depuis ce lundi pour une durée d'une semaine afin de recueillir des informations sur l'énergie à Mohéli. Mais aussi faire une enquête socio-environnementale en vue de la validation du projet d'accès et d'appui au secteur de l'énergie (CSEA) aux Comores.

Ce projet prévoit, selon les responsables, la production d'énergie renouvelable à l'aide des centrales photovoltaïques de 9 Mwh, pour couvrir 48 000 compteurs intelligents. Il est prévu 5 Mwh d'énergie à Ngazidja, 3 Mwh à Anjouan et 1 Mwh à Mohéli. Pour atteindre cette capacité de production à Mohéli, trois sites sont choisis pour l'installation des centrales photovoltaïques dont un à Fomboni jugé site prioritaire. Les deux autres sont prévus à Ouallah et Ndrondroni.

L'après midi du mardi, une réunion de concertation a eu lieu à la

salle multifonctionnelle de Fomboni. Regroupant les responsables de la SONELEC au niveau de Mohéli, le bureau d'étude Biodev et d'autres responsables, elle avait pour objectif d'identifier les impacts potentiels qui pourraient être générés de ce projet. « Le bureau de Biodev Madagascar a été mandaté par le ministère comorien de l'énergie et la SONELEC pour faire les études socio-environnementales dans le cadre du projet CSEA » explique Zoliarsoa Rakotovoao la consultante de Biodev.

« On est là pour proposer des mesures d'évitement et d'atténuation ou de compensation pour les

impacts négatifs, mais également de proposer des mesures d'optimisation pour les impacts positifs » explique-t-elle avant d'ajouter « sur le plan social nous sommes là pour faire un recensement de la population qui pourrait être touchée par ce projet afin d'élaborer un document qui sera requis dans le cadre du projet ».

Ce projet qui sera financé par la Banque mondiale est une aubaine pour le gouvernement comorien pour plusieurs raisons. D'abord parce que le réseau sera autonome et de qualité en termes d'énergie renouvelable, mais aussi pour limiter les coupures intempestives du courant. Puis la modernisation du

réseau par un système de dispatching. « Dans cette composante, le réseau électrique sera géré dans une chambre appelée salle de dispatching. La réduction de la consommation du gasoil et l'un des résultats attendus dans ce projet » explique Mohammed Nassurdine Yssouf, le directeur régional de la SONELEC.

« Actuellement on produit 2 Mwh d'énergie à Mohéli dont la SONELEC acheté à 90% du coût de gasoil. Avec ce projet on va réduire de 50% le coût du gasoil et offrir de l'électricité de qualité aux Comoriens avec une réduction bien sûr du coût du courant dans les ménages » se targue le directeur

régional. Ce réseau photovoltaïque sera couplé avec l'énergie thermique actuelle de la SONELEC pour avoir une production de 3 Mwh à Mohéli.

Riwad



La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssef
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riward
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

COMMUNIQUE DE PRESSE

Châtelaine, le 24 janvier 2022

L'ONG OCD Federalitude Suisse décuple ses actions humanitaires



L'OCD «l'Organisation pour la Cohésion du Droit et du Développement», évoluant dans l'humanitaire, fondée en 2003, par la franco-comorienne Karima BOINA, citoyenne suisse, se redéploie dans la lutte contre la pauvreté, devenue une préoccupation cruciale après ces deux années de stagnation de l'économie à cause de la pandémie.

Aujourd'hui, la précarité touche toutes les catégories de la société avec l'incidence accrue de la Covid 19. Le nombre de personnes vulnérables ne cesse donc d'augmenter en Suisse et les étrangers des plus affectés. Et pour cause, l'OCD Federalitude Suisse envisage de décupler ses actions en vue de contribuer à l'éradication de ce fléau.

l'homme au centre du développement, l'OCD

Federalitude Suisse entend mettre en œuvre des actions tendant à lui donner sa place d'acteur en vue d'affirmer ses valeurs, sa culture et sa tradition dans leur diversité pour un monde plus humain et respectueux des droits.

En cette période de sortie de la pandémie, la cohésion s'impose entre les couches de la société par le truchement de la solidarité et l'entraide. Et l'OCD Federalitude Suisse se doit de jouer sa partition et se positionner comme un rempart et un relais.

Entre janvier 2021 et janvier 2022, «l'Organisation pour la Cohésion du Droit et du Développement» a distribué de 40 à 100 repas 5 jours dans la semaine, soit plus de 1000 barquettes le mois: il s'agit de menu standard très varié à l'endroit des SDF, foyers d'accueil de migrants, personnes âgées à domicile. l'OCD Federalitude Suisse a contribué à améliorer les conditions d'existence à des familles démunies, en offrant des vêtements, meubles et des denrées ou des kits alimentaires entre autres, tout en respectant strictement les mesures barrières dans la distribution.

Autres actions de l'OCD Federalitude Suisse qui apportent un réconfort aux victimes de déshérence: assistance aux personnes vivant avec un handicap, soutien matériel, aux funérailles, nettoyage de tombeaux des morts anonymes, offre de bons d'achats, accompagnement de personnes en fin de vie et soins palliatifs ou séniors esseulés, aides dans démarches administratives et juridiques.

l'OCD Federalitude Suisse va au-delà en organisant des ateliers variés, de discussion et de partage, pour le bien-être des précarisés. En perspective pour 2022, «l'Organisation pour la Cohésion du Droit et du

Développement» envisage d'élargir son spectre d'intervention et impliquer plus de volontaires afin de pouvoir répondre aux atteintes de la demande en hausse.

L'OCD Federalitude Suisse mène ses actions en partenariat avec des organismes et associations, notamment la Croix Bleue Romande, la Virgule, Lavigny (pour des stages de formation de jeunes désœuvrés), la Fondation Avenir, l'Hôpital de Genève, l'Armée du Salut, CARITAS, les Mosquées de Genève et L'APACHE.

L'OCD Federalitude Suisse intervient dans tous les secteurs où sévit la précarité avec comme cibles des personnes âgées de 0 à 97 ans et sans exclusive; d'ailleurs, l'Ong sollicite des bras pour du bénévolat afin d'élargir son domaine et fait appel à des mécènes et autres contributeurs dans l'humanitaire afin de mener à bien sa noble mission de lutte contre la pauvreté, aujourd'hui accrue à cause de la Covid 19.

In fine, « l'Organisation pour la Cohésion du Droit et du Développement » a déjà à son actif la construction d'écoles coraniques et d'une mosquée aux Comores.

Pour vos dons, contributions ou autres apports, vous pouvez prendre contact avec la Présidente de l'ONG.

Karima BOINA Présidente

l'Organisation pour la Cohésion et le Développement - OCD, International Federalitude Suisse.

Chemin de Maisonneuve 12 i . 1219 Châtelaine.

Téléphone: 004178 695 17 10 - sandiakari-ma@yahoo.fr

VISITE D'ETAT DE MACKY SALL :

Le président sénégalais attendu ce samedi à Moroni

Le président de la République du Sénégal Macky Sall en même temps président de l'Union africaine est attendu à Moroni ce samedi pour une visite d'Etat de deux jours. Avec son homologue Azali Assoumani, il devrait procéder à la signature de six accords bilatéraux portant sur l'éducation, la santé et le commerce entre autres. A cette occasion, le directeur de cabinet du président de la République a dévoilé à la presse l'agenda du président sénégalais.

Reporté en raison de la victoire éclatante des Lions de la Teranga à la CAN au Cameroun, les deux chefs d'Etat se

sont finalement convenus d'une date. En conférence de presse hier jeudi 24 février, le directeur de cabinet du président de la République a annoncé la visite du président du Sénégal prévue ce samedi 26 février. « Le président sénégalais Macky Sall est attendu à Moroni ce samedi pour repartir dimanche 27 février », annonce-t-il. A son arrivée, il sera accueilli par le président de la République, Azali Assoumani, avant un premier tête-à-tête au palais présidentiel de Beit Salam.

« Les deux présidents auront un tête-à-tête ce samedi, qui sera suivi de la signature de plusieurs accords et un point de presse conjoint. Un dîner d'Etat sera offert l'hôte de

marque et sa délégation. Le lendemain, le président sénégalais prononcera un discours à la représentation nationale et effectuera une visite guidée suivie d'une prière à la mosquée Zawiyani Chadhuliya », indique-t-il. Le gouvernement comorien a mis le paquet pour réserver au numéro un sénégalais un accueil chaleureux et fraternel. Au total, ce sont sept à huit accords qui seront signés dans les domaines de la diplomatie, l'éducation, l'économie, le commerce, la sécurité et autres.

C'était aussi l'occasion pour le collaborateur du chef de l'Etat, M. Bandar de revenir sur le dialogue inter-comorien qui doit s'ouvrir le

lundi 28 février. Selon lui, après le lancement officiellement, la coordination et les partis politiques auront 20 jours pour aborder, débattre et défendre les thématiques qui seront retenues. « La fermeture est prévu le 20 mars prochain. Il est à rappeler que nous allons mettre un cadre de concertation permanent », annonce-t-il. Le conférencier a tenu à préciser que la visite de Macky Sall ne vient en aucun cas interférer dans le dialogue bien que sa visite tombe à point nommé. « Cela nous convient très bien que ces deux événements coïncident. Et je le dis bien, ce n'est pas un dialogue imposé mais une discussion pour résoudre nos différends », dit-il. Le directeur de cabi-

net du président Azali considère aussi que ce dialogue est une possibilité de discuter des sujets de divergence. « Je reste confiant que les partis politiques qui ont exprimé un refus vont y participer. Car toute personne qui a une vision et une contribution pour ce pays assistera à ce dialogue », conclut-il, faisant allusion aux partis Juwa et UPDC qui ont décliné l'invitation. Pour rappel, le Front commun de l'opposition a décidé de boycotter ce rendez-vous politique tant que ses conditions préalables n'auront pas satisfaites, notamment la libération des prisonniers politiques.

Andjouza Abouheir

DÉFENSE

« La formation sur le DIO, un réel succès »

La formation du Détachement d'Instruction Opérationnelle (DIO) au profit des militaires de l'AND a pris fin le 23 février dernier. La cérémonie de clôture a eu lieu jeudi 24 février au camp militaire d'Itoundzou en présence du délégué en charge de la défense, le chef d'Etat major de l'AND et le colonel Axel Girard, Chef de Corps du DLEM.

61 militaires étaient formés sur les techniques de combat en zone urbaine, le tir, la gestion des stocks sur l'administration, le secourisme et sur une formation mécanique au camp militaire d'Itoundzou du 14 au 23 février. La formation a pris fin jeudi 24 février par une cérémonie de clôture qui a vu la participation de plusieurs autorités dont le Délégué en charge de la défense, le chef d'Etat major de l'AND, le colonel Axel Girard, Chef de Corps du DLEM et

le lieutenant Cristu, le chef du détachement DIO. Selon le Délégué à la défense, cette formation rentre dans le cadre de la coopération opérationnelle entre la France et l'Union des Comores pour le renforcement de capacités des forces comoriennes. « Je saisis cette occasion pour remercier la France pour sa coopération constante et ses efforts pour appuyer l'épanouissement de nos forces de défense et de sécurité. Il ne fait aucun doute, d'après les échos qui nous sont parvenus, que l'organisation et le déroulement de cette formation étaient un succès », avance Youssoufa Mohamed Ali.

Par ailleurs, la formation était dispensée par des instructeurs du Détachement de la Légion Etrangère de Mayotte (DLEM) choisis par leur compétence reconnue. A l'endroit des bénéficiaires, il pense que « cette valeur ajoutée vous appartient et j'ose espérer que vous allez la faire bénéficier à vos paires



une fois que vous aurez rejoint vos unités respectives. Je suis persuadé que ces genres de formation vous permettront de construire efficacement les forces de défense et de sécurité d'aujourd'hui et de demain ».

De son côté, le colonel Axel Girard, Chef de Corps du DLEM montre que cette formation vient renforcer les relations qui existent entre les Comores et la France dans le domaine militaire. « J'ai constaté que la formation s'est déroulée dans

les meilleures conditions. Et cette fois, l'aspect technique était vraiment un succès », lance-t-il. Ce dernier estime qu'ils ne vont pas s'arrêter là et qu'ils vont poursuivre le renforcement des capacités des troupes comoriennes.

Pour rappel, une délégation de la FAZOI avait séjourné aux Comores au mois de décembre dernier. Composée d'officiers et sous-officiers de la zone dont La Réunion et Mayotte, conduite par le général Laurent Cluzel, ils étaient reçus par le cabinet du président de la République en charge de la défense de l'époque, le chef de l'Etat mais aussi du ministre de l'intérieur. Il s'agissait d'une visite de trois jours qui rentre dans le cadre de la coopération et relations internationales entre les Comores et la France scellée par l'accord de partenariat de défense signé en septembre 2010.

Kamal Gamal

POLITIQUE

Les jeunes cadres de Dzahadjou Hambou favorables au dialogue

Quatre jours avant le début du dialogue national, les jeunes cadres de Dzahadjou Hambou disent soutenir le dialogue inter-comorien. Devant la presse hier jeudi 24 février, ils ont montré leur détermination d'accompagner le chef de l'Etat et sont convaincus que c'est la solution pour sortir des crises politiques, socio-économique qui frappent le pays ces dernières années.

On ne parle que du dialogue ces derniers temps. Les partis politiques, mouvements, société civile, chacun y va de son opinion. C'est le cas des cadres de Dzahadjou Hambou. Devant la presse ce jeudi 24 février, ils ont montré leur détermination d'accompagner le

chef de l'Etat pour la réussite du dialogue et sont convaincus que c'est la solution pour sortir des crises politiques et socio-économique qui frappent le pays. « Nous sommes

convaincus que le développement et la stabilité institutionnelle de l'Union des Comores exigent un véritable sursaut national et une grande implication des forces vives

du pays pour soutenir le dialogue national, dont le lancement est prévu le lundi 28 février », avance Idriss Mohamed Mqjahidi, un jeune cadre de Dzahadjou Hambou.

Ce dernier s'est référé à Barack Obama pour montrer que vaut mieux un pays bien construit, bien fondé et remédier aux problèmes sociaux qu'un pays qui a beaucoup d'argent. « C'est pour cette raison que nous soutenons le dialogue national. Car l'initiative du chef de l'Etat Azali Assoumani de réunir les partis politiques et les organisations de la société civile pour une réflexion sur les défis politiques, socio-économiques et institutionnels auxquels notre pays est confronté est salubre », poursuit-il.

Si les jeunes cadres de

Dzahadjou Hambou se sont réunis pour le dialogue, ce n'est pas étonnant. Rappelons qu'ils ont accueilli la première réunion de sensibilisation sur les assises nationales au niveau de la région de Hambou en janvier 2018. Ils ont toujours appuyé les initiatives du président Azali Assoumani tendant à raffermir l'unité nationale et promouvoir le développement des Comores. Ils espèrent que les conclusions issues de ce dialogue national permettront de répondre aux préoccupations légitimes de la population comorienne. « Nous avons vu que partout dans le monde entier, l'importance du dialogue. Tous les problèmes se résolvent par le dialogue », conclut Issihaka Mmadi.

Nassuf Ben Amad



URBANISATION

Une maison menacée d'effondrement à Mutsamudu

À Mutsamudu, une maison neuve expose ses occupants et leurs voisins à un danger. Sa fondation a été fragilisée à cause d'un caniveau endommagé. La peur au ventre, les voisins et les propriétaires de la maison attendent qu'une solution soit trouvée avant qu'il ne soit trop tard.

Mutsamudu (quartier Missiri), une maison est lâchée par sa fondation. Les voisins appellent vite à une réaction du propriétaire ou bien des autorités locales avant qu'il ne soit pas trop tard. Un ingénieur de la place propose la démolition de la maison, une idée loin d'être acceptée par le propriétaire. « Le grand caniveau d'évacuation des eaux de pluie de la colline de Hapandre-Dindrihari est fracturé. Les murs de la digue sont ramenés par les eaux et la pression des eaux de pluie a creusé jusqu'à déterrer la fondation de cette maison », explique un jeune du quartier Missiri.

A souligner que la mairie a tiré la sonnette d'alarme depuis la semaine dernière. « Nous avons informé le COSEP et le Croissant Rouge qui ont préconisé une évacuation imminente », montre le directeur de cabinet du maire de Mutsamudu, Kamal



Eddine Saindou qui précise que « les différents techniciens des travaux publics et des ingénieurs étrangers et locaux se rendront sur place pour faire un diagnostic. La mairie a bougé les lignes comme pas possible pour tenter d'écarter le danger. On attendait jusqu'à jeudi matin le mot des techniciens ».

Les citoyens de Missiri font aussi entendre leur voix. Ils interpellent les autorités à tous les niveaux

et surtout le service des Travaux publics de vite réagir car ce danger causerait des dégâts si on n'intervient pas en instant T. « Déjà, des jours sont comptés depuis et aucune intervention concrète n'est faite », avance un habitant des parages, avant d'ajouter que « le poids de cette maison et la façon dont elle s'est penchée en face d'autres mai-

sons nous fait craindre le pire ». D'autres techniciens laissent entendre que « la fondation elle-même n'est pas trop touchée. Il faut un renforcement de cette dernière ». Force est d'insister que le permis de construction et le respect du PLU (plan local urbain) doivent être scrupuleusement respectés.

Nabil Jaffar

Numéros utiles

- Police**
Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00
- Gendarmerie**
Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00
- Immigration**
Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Moheli: 772 01 37
- Aéroport**
Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Moheli: 772 03 71
- Port maritime**
Moroni: 773 00 08
Moheli: 772 02 57
Anjouan: 771 01 43
- Hopitaux**
Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34
- Banques**
BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40
- MAMWE**
Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18



DEMANDE DE MANIFESTATION D'INTÉRÊT

en vue de la sélection d'un Consultant Individuel pour l'élaboration de plans d'action pour la réduction de la pollution plastique marine causée par les bouteilles d'eau en plastique et les plastiques à usage unique dans l'AIODIS.

Pays : **MAURICE – Océan Indien**
Nom du projet : **SECOND SOUTH-WEST INDIAN OCEAN FISHERIES GOVERNANCE AND SHARED GROWTH PROJECT (SWIOFish2)**
N° de prêt/n° de crédit/n° de don: **IDA-Grant Number D1720**
Titre de la mission : **Contrat de service pour l'élaboration de plans d'action pour la réduction de la pollution plastique marine causée par les bouteilles d'eau en plastique et les plastiques à usage unique dans l'AIODIS.**
N° de référence **SW2/Y5-C012**

1. La Commission de l'Océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale de coopération régionale qui regroupe l'Union des Comores, La France/Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles. Elle a pour mission de resserrer les liens d'amitié et de solidarité entre les peuples et de contribuer à travers la coopération régionale au développement durable de ses Etats membres. La COI a obtenu un financement de la Banque mondiale pour couvrir le coût du SECOND SOUTH-WEST INDIAN OCEAN FISHERIES GOVERNANCE AND SHARED GROWTH PROJECT (SWIOFish2) – Projet Régional et a l'intention d'affecter une partie du montant de financement à des services de consultant.

2. Les services de consultant (« les Services ») comprennent le contrat de service pour l'élaboration de plans d'action pour la réduction de la pollution plastique marine causée par les bouteilles d'eau en plastique et les plastiques à usage unique dans l'AIODIS, qui se déroulera à distance entre mai 2022 et janvier 2023 avec possibilité de missions sur les sites du projet (dont Cabo Verde, Guinée Bissau, São Tomé & Príncipe, Comores, Maurice, Madagascar, Maldives et Seychelles).

La mission du Consultant est d'accompagner AIODIS dans la réduction de la pollution plastique marine par les bouteilles d'eau en plastique et les plastiques à usage unique ; plus précisément, élaborer des plans d'action nationaux et régionaux pour réduire l'utilisation de bouteilles d'eau en plastique et de plastiques à usage unique dans l'AIODIS afin de réduire la pollution plastique marine. Une version préliminaire des termes de référence est disponible en suivant ce lien <https://www.commissionoceanindien.org/sw2-y5-c012/>

3. La Commission de l'océan Indien (COI) invite maintenant les consultants individuels éligibles (« Consultants ») à manifester leur intérêt à fournir les Services Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour l'exécution des Services par le biais de curriculum vitae, de copies de diplômes et de certificats, de références concernant l'exécution de contrats similaires, etc.

4. L'attention des consultants intéressés est attirée sur le paragraphe 1.9 des Directives de la Banque mondiale : Sélection et emploi de Consultants dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et dons de l'IDA par les emprunteurs de la Banque mondiale édition janvier 2011 révisée en juillet 2014 (« Directives des consultants »), énonçant la politique de la Banque mondiale sur les conflits d'intérêts.

5. Un Consultant sera sélectionné conformément à la méthode « Sélection de Consultants Individuels » énoncée dans les Directives des Consultants.

6. De plus amples informations peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous.

7. Les manifestations d'intérêt doivent être envoyées par email aux adresses ci-dessous avant le **jeudi 10 mars 2022 à 16h30** (heure mauricienne UTC+4) :

E-mail : innocent.miada@coi-ioc.org et njiva.r@coi-ioc.org

Reference: " (SW2/Y5-C012) Elaboration of action plans for the reduction of marine plastic pollution caused by plastic water bottles and single-use plastics in the AIODIS "

FOOTBALL

Amir Abdou quitte le navire Cœlacanthes

Après 8 ans de bons et loyaux services, le sélectionneur des cœlacanthes Amir Abdou annonce son départ dans une lettre des plus officielles adressée au peuple comorien à commencer par le chef de l'État. Si dans cette lettre le désormais ex sélectionneur des verts n'a pas dit où il va atterrir, les Mourabitounes (Mauritanie) semblent les mieux indiqués selon les bruits de couloirs.

Ce qui n'était qu'une rumeur de clocher a fini par se confirmer. Le Coach des Cœlacanthes quitte la sélection

après 8 ans de service. Dans une lettre adressée au chef de l'Etat Azali Assoumani et au peuple comorien, il a tenu à montrer les raisons qui l'ont poussé à partir. « Aujourd'hui, si j'ai décidé de quitter ce poste de sélectionneur après 8 années, c'est qu'il me semble important de ne pas tomber dans le piège de la stricte continuité. Il faut parfois bousculer les lignes et oser le changement pour écrire de nouveaux chapitres », lit-on dans cette lettre. Et de continuer : « J'ai la sensation que la mission a été accomplie ».

Dans cette missive, Amir Abdou a salué le rôle important joué par le

staff tout au long de ces 8 années passées ensemble à diriger l'équipe nationale. Il a particulièrement souligné « l'abnégation, la persévérance et la qualité de travail tant sur le plan individuel que sur le plan collectif ». À ses joueurs, le Coach les a remerciés unanimement. « Vous avez cru en notre projet sportif et vous avez toujours répondu présent

face à des adversaires des plus coriaces. Vous avez toujours su porter les couleurs des Comores au plus haut et n'avez jamais tremblé », dit-il.

Enfin, connaissant le rôle important du douzième homme, Amir Abdou a rendu un vibrant hommage au peuple comorien. « Qu'aurions-nous fait sans votre sou-

tien... sûrement peu de chose », avance-t-il. Dans les dernières lignes de cette longue missive, il a souhaité bonne chance à l'équipe nationale pour les futures échéances. Bon vent coach et nous ne t'oublierons jamais pour les sensations que vous nous avez procurées.

AS Badraoui



AVIS DE VENTE AUX ENCHERES



Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en Union des Comores met à la vente aux enchères l'équipement suivant :

Description: Générateur GENSET HHPS 250
Année d'acquisition: 2011

Le générateur sera vendu en son état actuel et sera visible à la Maison des Nations Unies du lundi 28 février au jeudi 10 mars 2022 de 9h00 à 14h00

Les offres devront être soumises sous pli fermé et déposées au bureau du PNUD au plus tard le vendredi 11 mars 2022 à 11h00, délai de rigueur.

L'enveloppe devra porter la mention « **vente aux enchères – Générateur GENSET HHPS 250** ».

Les adjudicataires seront avisés des résultats de l'appel d'offre par le PNUD.

Le PNUD se réserve le droit de rejeter toute offre qui ne rencontrerait pas l'agrément de la commission.

Le paiement sera effectué par chèque bancaire certifié à l'ordre du PNUD.

L'adjudicataire devra, avant tout enlèvement du générateur, régler les droits de douane et en apporter le reçu ou faire état de ses droits d'importation en franchise de douane.

Au plus tard le vendredi 11 mars 2022 11h00.

PLACARD

EN VUE DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES D'IMMEUBLE

L'an Deux Mil Vingt Deux

Et le 24 février

Nous soussignons, Maître MOHAMED ABDEREMANE, Avocat à la Cour, au barreau de Moroni, avons adressé le présent acte, à la demande de la Banque de la Banque de Développement des Comores (BDC), au capital de 1.020.500.000 KMF, sise à Moroni Place de France, représentée par son Administrateur Provisoire M. HASSANI AZALI, créancières, agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux.

CONTRE

Monsieur MOHAMED ELHAD BEN MOHAMED, né à Hassendjé Olchili et demeurant à Moroni, ayant pour Conseil Maître AZAD MZE, Avocat à la Cour ;

POUR

Parvenir à la vente à l'enchère publique d'une propriété dite « RESIDENCE SAN ANTONIO », sis à Outsendzi-Sahara, d'une réquisition d'immatriculation N°4754-DLA du 10/10/2014 d'une contenance de 10 A 88 CA.

DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

Lot : propriété dite « RESIDENCE SAN ANTONIO » sis à Outsendzi-Sahara d'une contenance de 10 A 88 CA appartenant à Monsieur MOHAMED ELHAD BEN MOHAMED domiciliée à Moroni.

Tels que cet immeuble existe, s'étend et se comporte, avec tous leurs droits, aisances et dépendances, sans aucune exception ni réserve, ensemble tous immeuble par destination, en particulier tout matériel pouvant avoir ce critère, toutes constructions et installations actuellement existantes, lors même qu'elles seraient omises dans la désignation qui précède et toutes améliorations et constructions nouvelles qui pourraient y être faites par la suite.

INDICATION DU LIEU DE L'ADJUDICATION

L'adjudication se tiendra aux enchères publiques, au Tribunal de Commerce de Moroni sis au Palais de Justice le 10 Mars 2022 à 10H00.

MISE A PRIX

L'immeuble à vendre dit « RESIDENCE SAN ANTONI » N° 4754-DLA sise à Outsendzi Sahara sera offert aux enchères sur la mise à prix de Cent Dix Sept Millions Huit Cent Quarante Huit Milles Zero Quarante Six Francs Comoriens, (117.848.046 KMF).

Maître Mohamed ABDEREMANE

Avocat à la Cour





COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Bureau National de la Convention pour le Renouveau des Comores (CRC) se félicite de la forte mobilisation des forces vives autour de l'initiative du Dialogue inter-comoriens prôné par le Chef de l'Etat, Son Excellence Azali Assoumani.

En effet, depuis plusieurs semaines, des mouvements et organisations composés de femmes, de jeunes, de notables, de politiques, de cadres, leaders d'opinion et activistes de la société civile tiennent au fil des jours des séances de sensibilisation à Mwali, Ndzuanani et Ngazidja en faveur du Dialogue dont les travaux s'ouvrent officiellement le 28 février prochain.

Le Bureau National de la Convention pour le Renouveau des Comores rappelle les Comoriens de l'intérieur et de l'extérieur que le Dialogue inter-comoriens est une opportunité unique pour dépoussiérer le cadre juridique électoral et assainir les mœurs politiques. Le constat établi montre bien que la complexité des textes étouffe le cadre institutionnel devant aider le pays à franchir un nouveau palier dans sa volonté de promouvoir la démocratie.

Ce rendez-vous historique demeure une occasion pour l'ensemble de la classe politique nationale et des organisations de la société civile de faire une analyse poussée sur les grandes urgences du pays, notamment la problématique de la vie chère à tous les niveaux. Le dialogue permettra d'en dégager des solutions immédiates qui contribueront, d'une part, à atténuer sensiblement les effets de la crise et ouvrir des perspectives heureuses qui aideront, d'autre part, à soulager durablement le quotidien de la population comorienne.

Le Bureau National de la Convention pour le Renouveau des Comores (CRC) estime, pour sa part, que toutes les thématiques énoncées sont à même de répondre aux aspirations du peuple comorien toutes couches confondues à la seule condition de prendre les dispositions nécessaires à l'organisation d'un débat fécond, ouvert et tourné vers une réflexion profonde des grandes préoccupations des Comoriens.

La Convention pour le Renouveau des Comores (CRC) soumettra ses propositions à la Coordination nationale dans les prochains jours et appelle les autres tendances, mouvements et autres organisations politiques et de la société civile à faire sienne pour assurer le succès des débats à l'occasion des travaux du Dialogue.

Le Bureau National de la CRC estime, côté institutionnel, que la réforme de la CENI, la révision du cadre juridique des partis politiques et le découpage électoral demeurent une priorité en raison des délais constitutionnels obligatoires pour l'opérationnalisation de l'instance électoral et la préparation du cadre général des échéances électorales à venir.

Pour la CENI, le Bureau National de la CRC préconise une instance électoral remodelée. La structure électoral mérite une redéfinition de ses missions et une compression de ses activités avec :

- La modernisation de ses méthodes de travail avec la mise en place d'un système d'information capable, grâce aux nouvelles

technologies, de permettre la publication des résultats provisoires au moins 6h de temps après la fin des opérations électorales

- La création d'une instance unique et verticale avec des bureaux relais dans les îles

- La mise en place d'un bureau permanent qui peut faire appel à une expertise extérieure en cas de besoin

- Une réduction du nombre de représentants pour réduire les charges de fonctionnement

Pour la future loi relative aux partis politiques, le Bureau National de la CRC préconise un vrai assainissement du paysage politique national par l'émergence de partis politiques forts qui auront une vraie assise sur l'ensemble du territoire. La CRC, attachée à l'unité nationale et la cohésion sociale, demande le bannissement des partis régionalistes ou à caractère insulaire et suggère :

- La constitution d'un quota minimum d'adhérents pour créer un parti politique national

- La mise en place d'un système de parrainage pour tout candidat à l'élection présidentielle

- La création d'un fonds public d'aide aux partis politiques géré par une instance autonome

Pour le découpage électoral, le Bureau Fédéral de la CRC estime nécessaire d'assurer une meilleure représentativité des Comoriens à l'Assemblée nationale et dans les conseils communaux.

Pour ce faire, la CRC souhaite l'introduction d'un nombre d'élus proportionnels au nombre d'habitants de chaque circonscription électoral. La CRC préconise :

- Un découpage à la fois réaliste et équitable avec 33 députés sur l'ensemble du territoire

- La mise en place d'un groupe de juristes et de statisticiens pour déterminer la carte électoral

- L'instauration d'une prime républicaine au profit des trois circonscriptions électorales qui voteront massivement. Les fonds seront dédiés à une activité d'intérêt général qui sera défini par le conseil communal

Le Bureau National de la Convention pour le Renouveau des Comores (CRC) appelle enfin les forces vives nationales à saisir l'occasion du Dialogue inter-comorien pour faire avancer la machine des réformes nécessaires à la résolution des grands maux qui frappent le pays, à la consolidation de la démocratie, à la modernisation de notre architecture institutionnelle et à l'émergence du pays à l'horizon 2030.

Fait à Moroni le 19 février 2022